

RCS : LIMOGES  
Code greffe : 8701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00798  
Nom ou dénomination : 1, 2, 3 Math

Ce dépôt a été enregistré le 13/12/2018 sous le numéro de dépôt 12593

# *SAS 1,2,3 MATH*

## **STATUTS**

Rédigés le 2 Septembre 2018

Société à Actions simplifiées au capital de 500.00 Euros

Siège Social : 22 Rue des Grillas - 87310 COGNAC LA FORET

Two handwritten signatures in black ink, one appearing to be 'J. B.' and the other 'J. B.', positioned above the page number.

HTAM E.S.T SARL

STATUTS  
Rédigés le 2 Septembre 2018

# STATUTS DE LA S.A.S

Les soussignés :

Associé(s) personne(s) physique(s) :

Monsieur VIGIER Michel, né le 09 mai 1948 à Saint Privat du dragon (43380)

de nationalité Française

demeurant : Malègue 24360 Busserolles

Marié le 13 juillet 1991 à Mme Vigier, née Charrière née le 31/05/1957, au Mont d'Or, sous le régime de la communauté de biens.

Monsieur BEAU JEAN-FRANCOIS

né le 29 Août 1972 à Saint Junien - 87200 Haute Vienne

de nationalité Française

demeurant : 4 Rue Théophraste RENAUDOT - 75015 PARIS

Marié le 26 Décembre 2010 à Me BEAU IOANNA née LAGOU née le 12 Juin 1974 à Athènes sous le régime du contrat de mariage.

---

ci-après dénommé les associés, ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiées qu'il a été décidé d'instituer.

---

## TITRE I FORME JURIDIQUE - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

### ARTICLE 1 : FORME JURIDIQUE

Il est formé une Société à Action simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Les associés déclarent choisir le régime de l'imposition sur les sociétés et précise qu'il ne sera pas possible de saisir leurs biens propres pour les dettes contractées par la société hors engagements personnels et caution personnelle.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

Etablis ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer entre eux.

### ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

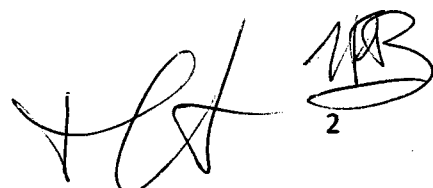
#### **MARKETING, COMMERCIALISATION, FORMATION et COMMUNICATION**

#### **D'UNE METHODE DE MATHEMATIQUES, DITE DES ABAQUES**

- la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

### ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE



## STATUTS DE LA 242

1. **Identificação do Projeto:**  
 Nome do Projeto: [Inserir Nome]  
 Data: [Inserir Data]  
 Versão: [Inserir Versão]

2. **Objetivo do Documento:**  
 Este documento tem como objetivo [Inserir Objetivo].

3. **Escopo:**  
 O presente documento abrange [Inserir Escopo].

4. **Definições:**  
 [Inserir Definições]

5. **Descrição Detalhada:**  
 [Inserir Descrição Detalhada]

6. **Conclusão:**  
 [Inserir Conclusão]

7. **Assinaturas:**  
 [Inserir Assinaturas]

8. **Observações:**  
 [Inserir Observações]

ARTICLE 1. FORME JURIDIQUE

Elle a fait l'objet d'un rapport de la Commission de l'économie et du développement régional, qui a été adopté par le Parlement le 14 mars 1990.

TELNO 2 710794A

representa 16 e 1613 no lado direito, respectivamente.

MARKETING COMMERCIALIZATION, FORMATION OF COMMUNICATION

0 UNF METHODE DE MATHEMATIQUES, DIT LES ABACUS

Le rôle principal de la coopération internationale est de faciliter l'adoption de mesures de développement durable et de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la coopération internationale.

ARTICLE 3 - MEMORIALIZATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : **SAS 1,2,3 MATH**

Le nom de domaine réservé est 123math.fr

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S.» et de l'énonciation du montant du capital social.

#### ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à :

22 Rue des Grillas -

87310 COGNAC LA FORET

Et cas de transfert sur décision du Président (ou du Comité de Direction) soumis à ratification des associés, Il peut être transféré en tout autre endroit par décision du Président (ou Comité de direction) qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

#### ARTICLE 5 : DUREE

La société est constituée pour une durée de 99 ans qui commence à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. :

---

Cette durée peut être prorogée, une ou plusieurs fois, par décision collective des associés prise un an au moins avant la date d'expiration de la société, sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

---

Les décisions de dissolution anticipée de la société sont prises dans les mêmes formes et dans le même délai que ceux indiqués ci-dessus.

---

### **TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

#### ARTICLE 6 – APPORTS EN NUMERAIRE ET EN NATURE

Apports en numéraire: Les associés soussignés

Monsieur BEAU JEAN-FRANCOIS a fait les apports suivants à la société MATHS

Apports en numéraire apporte une somme en numéraire de TROIS CENTS Euros (300€).

Soit au total la somme de 300.00 euros, correspondant à 30 actions de 10.00 (Valeur nominale) euros du capital, souscrites en totalité et intégralement libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le XXX septembre 2018 par la Banque CREDIT MUTUEL - 306 Rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

Cette somme de 300.00 Euros a été déposée le XX septembre 2018 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

En rémunération de ces apports,

Monsieur BEAU JEAN-FRANCOIS se voit attribuer. 30 actions de. 10.00 € chacune, intégralement libérées.

Monsieur VIGIER Michel a fait les apports suivants à la société MATHS

Apports en numéraire apporte une somme en numéraire de DEUX CENTS Euros.(200€).

Soit au total la somme de 200.00 euros, correspondant à 20 actions de 10.00 (Valeur nominale) euros du capital, souscrites en totalité et intégralement libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le XXX septembre 2018 par la Banque CREDIT MUTUEL - 306 Rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

Cette somme de 200.00 Euros a été déposée le XX septembre 2018 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.



La dénomination sociale de la société est : SAS L.S.J. MATH

Le nom de domaine réservé est : L.S.J. MATH

Tous les actes, statuts, annonces, publications et autres documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie éventuellement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « L.S.J. » et le nom de la Société.

# ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à :  
 22 Rue des Glaciers  
 87510 COGNAC LA FORET

Et ce de transfert sur décision du Président ou du Comité de Direction (ou du Comité de Direction des associés) et peut être transféré en tout autre endroit par décision du Président ou Comité de Direction (ou Comité de Direction des associés) et peut être transféré en tout autre endroit par décision du Président ou Comité de Direction (ou Comité de Direction des associés).

# ARTICLE 5 : DUREE

La société est constituée pour une durée de 99 ans du commerce à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Cette durée peut être prolongée sans qu'il soit fait par décision collective des associés ou au moins avant la date d'expiration de la société, sans que cette prolongation puisse excéder 99 ans.

Les décisions de dissolution anticipée de la société sont prises par les mêmes formes et dans le même délai que ceux indiqués ci-dessus.

# TITRE II : APORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS DES ACTIONNAIRES

## ARTICLE 6 : APORTS EN NUMÉRAIRE ET EN NATURE

Après en numéraire, les associés ont apporté :

Monsieur BEAU JEAN FRANCOIS a fait l'apport en numéraire de 300 000 € (trois cent mille euros) et Monsieur MATH a fait l'apport en numéraire de 300 000 € (trois cent mille euros).

Soit au total la somme de 600 000 euros (six cent mille euros) versés à la société le 10/09/2018 par la Banque CREDIT MUTUEL 300 Rue de l'Industrie 87510 COGNAC LA FORET.

Cette somme de 600 000 € a été déposée le 10/09/2018 à la Banque CREDIT MUTUEL 300 Rue de l'Industrie 87510 COGNAC LA FORET.

En rémunération de ces apports :

Monsieur BEAU JEAN-FRANCOIS a vu attribuer 30 actions de 10 € chacune et Monsieur MATH a vu attribuer 30 actions de 10 € chacune.

Monsieur VIGIER Michel a fait les apports suivants à la société MATH :

Après en numéraire, Monsieur VIGIER Michel a fait l'apport en numéraire de 300 000 € (trois cent mille euros) et Monsieur MATH a fait l'apport en numéraire de 300 000 € (trois cent mille euros).

Soit au total la somme de 600 000 euros (six cent mille euros) versés à la société le 10/09/2018 par la Banque CREDIT MUTUEL 300 Rue de l'Industrie 87510 COGNAC LA FORET.

Cette somme de 600 000 € a été déposée le 10/09/2018 à la Banque CREDIT MUTUEL 300 Rue de l'Industrie 87510 COGNAC LA FORET.

En rémunération de ces apports,

Monsieur VIGIER Michel se voit attribuer. 20 actions de. 10.00 € chacune, intégralement libérées.

#### ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le Capital social est fixé à la somme de 500.00 € -(cinq cents euros) . Il est divisé en 50 actions de 10.00 € chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 50 aux associés

Monsieur VIGIER Michel : 20 actions de 1 à 20 de 10.00 € chacune.

Monsieur BEAU JEAN-FRANCOIS : 30 actions de 21 à 50 de 10.00 € chacune

En cas de libération totale du capital (apports en numéraire et en nature)

Les associés déclarent que ces actions sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

#### ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Président (ou : du Comité de direction).

Les associés peuvent déléguer au Président (ou : au Comité de direction) les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire nouvellement émises. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### ARTICLE 9 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables. Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS RATACHES AUX ACTIONS

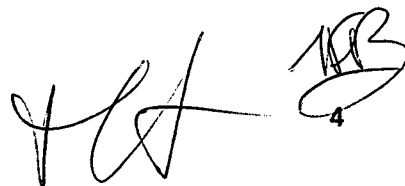
1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.





En rembourser les actions et les apports.  
Monsieur VIGIER Michel se voit attribuer 20 actions de 10 00 € chacune, représentant 10 000 €.

## ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le Capital social est fixé à la somme de 500 000 € (cinq cents euros). Il est divisé en 50 actions de 10 000 € chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 50 aux associés.

Monsieur VIGIER Michel : 20 actions de 10 000 € chacune.

Monsieur BEAU JEAN FRANÇOIS : 30 actions de 10 000 € chacune.

En cas d'augmentation totale du capital (apports en numéraire et en nature),

les associés déclarent que ces actions et les apports en nature et en numéraire sont libérés intégralement.

## ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires etant pris en compte l'avis du Président (ou du Comité de direction).  
Les associés peuvent se réunir au Président (ou au Comité de direction) les pouvoirs nécessaires à la modification du capital et dans ce cas, la loi d'augmentation ou de réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont droit de souscrire les actions en numéraire proportionnellement à leur part dans le capital social, au droit de préférence et de souscription des actions en numéraire. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à leur droit de souscription et à leur droit de préférence de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également autoriser la création de nouvelles actions dans les conditions légales.

Les nouvelles actions doivent être libérées et être inscrites au registre du commerce et des sociétés. La loi est prévue par la loi et les statuts de la société d'augmentation du capital.

## ARTICLE 9 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au registre du commerce et des sociétés. La loi est prévue par la loi et les statuts de la société d'augmentation du capital.

## ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS DES ACTIONNAIRES

Chaque action donne droit, dans les limites des pouvoirs et des attributions, à une part dans le capital de la société.

Les associés ne sont pas responsables des dettes de la société.

Les actions sont nominatives et sont libérées. Les associés ont droit de souscription et de préférence de souscription des actions de la société. Les associés ont droit de souscription et de préférence de souscription des actions de la société.

En cas de démission de propriété, le droit de propriété est transféré à la société. Les associés ont droit de souscription et de préférence de souscription des actions de la société.

Chaque fois qu'il est nécessaire de passer plus d'une action à la société, les associés ont droit de souscription et de préférence de souscription des actions de la société. Les associés ont droit de souscription et de préférence de souscription des actions de la société.

### TITRE III TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES

#### ARTICLE 11 : MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

#### ARTICLE 12 : CESSIONS DES ACTIONS

Pendant une durée de .99 ans à compter de la date d'immatriculation de la Société les associés peuvent céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

#### ARTICLE 13 : DROIT DE PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 12 ci-dessus :

1. Toute cession d'actions, même entre actionnaires, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies ci-après.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président (ou : au Comité de direction) et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession en indiquant :- le nombre d'actions concernées, les informations concernant le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique ; dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants, s'il s'agit d'une personne morale, le prix et les conditions de la cession envisagée.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions dont la cession est projetée, le cédant pourra réaliser librement ladite cession (ajouter éventuellement : sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts).

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Ce droit de préemption est exercé par notification adressée au Président (ou : au Comité de direction) dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président (ou : le Comité de direction) notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président (ou : le Comité de direction) entre les associés intéressés au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire et dans les conditions mentionnées dans la notification (ajouter éventuellement : sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts).

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions doit intervenir dans un délai de 30 jours au prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

En cas de clause d'agrément



ARTICLE 11 - MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables

La transmission ou des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte de la Société à l'ordre du bénéficiaire. Le mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et daté.

ARTICLE 12 - CESSIION DES ACTIONS

Pendant une durée de 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la Société, les actions émises par la Société sont affectées d'une restriction de transmission, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre avantage qui pourrait être attaché à ces actions, en ce compris le droit de souscription ou indirectement ou indirectement au droit de souscription en ce compris le droit de vote de la Société.

ARTICLE 13 - DROIT DE PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 12 ci-dessus

1. Toute cession d'actions, même entre actionnaires, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies ci-dessous.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président (ou au Comité de direction) et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession en indiquant : le nombre d'actions concernées, les informations concernant le cessionnaire envisagé (nom, adresse, adresse et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique, dénomination, siège social, numéro FICP), montant et répartition du capital, identité des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale, le prix et les conditions de la cession envisagée.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois à l'expiration duquel les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité et les actions dont la cession est projetée, le cédant pourra réaliser librement ladite cession (ajouté éventuellement sous réserve de respect de la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts).

3. Chaque associé bénéficiaire d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est projetée, a le droit de préemption est exercé par notification adressée au cédant (ou au Comité de direction) dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et à défaut de notification de préemption, le cédant (ou le Comité de direction) notifie à l'associé le cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la procédure de préemption.

5. Lorsque les droits de préemption exercés sont épuisés, les actions dont la cession est projetée sont affectées d'une restriction de transmission, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre avantage qui pourrait être attaché à ces actions, en ce compris le droit de souscription ou indirectement ou indirectement au droit de souscription en ce compris le droit de vote de la Société.

6. Les droits de préemption sont affectés d'une restriction de transmission, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre avantage qui pourrait être attaché à ces actions, en ce compris le droit de souscription ou indirectement ou indirectement au droit de souscription en ce compris le droit de vote de la Société.

7. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession est soumise à la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

En cas de cession d'actions

#### ARTICLE 14 : AGREMENT

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective des associés prise à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote sachant que les actions du cédant ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président (ou : au Comité de direction). Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, la dénomination, la forme, le siège social, le numéro RCS, le montant et la répartition du capital et l'identité des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale. Cette demande d'agrément est transmise par le Président (ou : le Comité de direction) aux actionnaires.

3. Les associés disposent d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître leur décision au cédant. Cette notification est effectuée par le Président (ou : le Comité de direction) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai indiqué ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé au plus tard dans un délai de 15... jours à compter de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

6. En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de un (1) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs actionnaire ou par des tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### Article 15 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

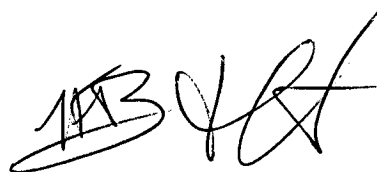
Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

#### ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE

1. En cas de modification du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer le Président (ou : le Comité de direction) de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de ..15.... jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et toutes informations concernant les nouvelles personnes exerçant le contrôle. Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts.

2. Dans le délai de ..15... jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.



## ARTICLE 14 - FORMERMENT

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées qu'après avoir été approuvées par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les actions ne sont pas passées en compte pour le calcul de cette majorité.

2. Les demandes d'agrément doivent être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président (ou au Comité de Direction) de la société. Elles doivent être accompagnées d'un dossier comprenant :  
- une lettre de motivation adressée au Président (ou au Comité de Direction) de la société ;  
- la détermination de la somme d'argent à verser ;  
- la répartition du capital et l'identité des personnes morales ou physiques qui en sont propriétaires ;  
- l'agrément est notifié par la lettre de réponse du Président (ou du Comité de Direction) aux actionnaires.

3. Les associés disposent d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître leur décision au Président (ou au Comité de Direction) de la société. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'agrément est réputé accordé.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont passées en compte.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser une plus-value exonérée aux conditions prévues par l'article 15 du règlement. Les frais de cession des actions au profit du cessionnaire agréé sont à la charge du cessionnaire. A défaut de plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision d'agrément, le cessionnaire est tenu de verser à la société la somme d'argent correspondant à la plus-value exonérée.

6. En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, verser à la société la somme d'argent correspondant à la plus-value exonérée.

7. Le droit de rachat des actions n'est pas exercé au profit de la société dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision d'agrément ou de refus d'agrément.

Lorsque la société procède au rachat des actions de la société, elle est tenue de verser à la société la somme d'argent correspondant à la plus-value exonérée.

Le prix de rachat des actions de la société est fixé d'un commun accord entre la société et le cessionnaire. A défaut d'accord, le prix est fixé par la commission de rachat de la société.

## ARTICLE 15 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGREMENT

Toutes les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont prises par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont prises à la majorité absolue des voix.

## ARTICLE 16 - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA SOCIETE ASSOCIEE

1. En cas de modification du règlement intérieur de la société associée, celle-ci doit en informer le Président (ou le Comité de Direction) de la société. La modification du règlement intérieur de la société associée doit être approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires de la société associée. Cette modification doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président (ou au Comité de Direction) de la société. Elle doit être accompagnée d'un dossier comprenant :  
- une lettre de motivation adressée au Président (ou au Comité de Direction) de la société ;  
- la détermination de la somme d'argent à verser ;  
- la répartition du capital et l'identité des personnes morales ou physiques qui en sont propriétaires ;  
- l'agrément est notifié par la lettre de réponse du Président (ou du Comité de Direction) aux actionnaires.

2. Dans le délai de trois (3) mois à compter de la réception de la notification de la modification du règlement intérieur de la société associée, le Président (ou le Comité de Direction) de la société doit faire connaître sa décision au Président (ou au Comité de Direction) de la société associée. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'agrément est réputé accordé.

3. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont passées en compte.

## ARTICLE 17 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE DE PLEIN DROIT

Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants : violation des dispositions des présents statuts ; - exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ; - révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ; - faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société, notamment condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé. ; - changement de contrôle d'une société associée. - « autres motifs » Modalités de la décision d'exclusion. L'exclusion d'un associé est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que l'associé objet de la procédure d'exclusion participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité. ?

A noter : Dans un arrêt du 23 octobre 2007, la Cour de cassation a précisé que, lorsque l'exclusion d'un associé de SAS était subordonnée à une décision de la collectivité des associés, les statuts ne pouvaient pas priver l'associé objet de la procédure d'exclusion de son droit de participer au vote. Mais les statuts peuvent cependant confier la décision d'exclusion à un autre organe que la collectivité des associés ; un organe dirigeant par exemple.

Formalités de la décision d'exclusion. La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes : - notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15.... jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ;

Par exemple, 15 jours ou 3 semaines avant la date de la réunion.

- notification des mêmes informations à tous les autres associés ; - convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard .15.... jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux

- lors de la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion, l'associé concerné peut se faire assister ou représenter par un conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice. Effets de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément (et/ou de préemption) prévue(s) aux présents statuts. La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande de réception à l'initiative du Président (ou : du Comité de direction). L'exclusion a pour effet de suspendre les droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de .15.... jours à compter de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, il est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Il doit être payé dans un délai de ... jours à compter de la décision de fixation du prix.

## ARTICLE 18 : LOCATION D'ACTIONS

- En cas d'autorisation de la location d'actions , Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L. 239-2 du Code de commerce. Le Locataire des actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus. Le refus d'agrément du Locataire interdit la location effective des actions. La location n'est opposable à la Société que si le contrat de location, établi par acte sous seing privé et soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou établi par acte authentique, lui a été signifié par acte extra judiciaire ou si ledit contrat a été accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également être



7

## ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ DE L'ENTREPRISE

Tout associé fait l'objet d'une procédure de mise en exclusion de l'association judiciaire ou disciplinaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice. L'exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice. L'exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

A noter : Dans un arrêt du 13 mars 2008, la Cour de cassation a précisé que l'exclusion d'un associé de l'association doit être émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

Formalités de la mise en exclusion : L'assemblée générale des associés doit être convoquée à l'ordre du jour de la mise en exclusion d'un associé. La mise en exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

Par exemple, 15 jours ou 3 semaines avant la date de la réunion de l'assemblée générale des associés, l'association doit être informée de la mise en exclusion d'un associé. La mise en exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

Enfin, la mise en exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

La mise en exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

L'association exclue doit être informée de la mise en exclusion d'un associé. La mise en exclusion d'un associé est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

Le droit de rachat des actions des associés exclus est émis par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

## ARTICLE 12 - LOCATION D'UN

En cas d'occupation de la location, l'association doit être informée de la location. La location est émise par l'assemblée générale des associés, à la majorité des deux tiers, à l'initiative d'un tiers ou d'un associé, à la condition que ce dernier ait été exclu de l'association par la justice.

signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes. La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres normatifs de la Société. Cette mention sera supprimée du registre des titres dès que la fin de la location aura été signifiée à la Société. Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et fin de contrat. Si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent en outre être évaluées à la fin de chaque exercice comptable. Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société.

Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

- En cas d'interdiction de la location d'actions, la location des actions est interdite.

#### TITRE IV : ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - COMMISSAIRES AUX COMPTES - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Si la société est représentée et dirigée par le seul président

##### ARTICLE 19 -PRÉSIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

##### Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts (ou : par décision collective des actionnaires). En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des associés.

##### Il est nommé

Monsieur BEAU Jean-François

Né le 29 août 1972 à Saint-Junien (87) de Nationalité Française

demeurant : 4, rue Théophraste Renaudot -75 015 PARIS

Pour une durée des fonctions, le Président est nommé pour une durée de 99 ans.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à 2 mois, un président remplaçant est désigné par décision collective des associés pour la durée du mandat restant à courir.

##### Révocation

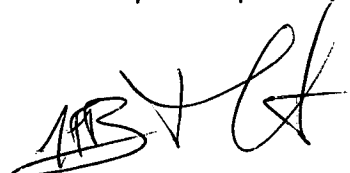
Si la révocation ne peut être prononcée que pour motifs graves. La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des actionnaires autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvre droit à une indemnisation du Président.

Les statuts peuvent prévoir les motifs graves justifiant la révocation.

Si la révocation peut être prononcée sans juste motif

La révocation du Président peut être prononcée à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins ..50.. % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :





signifier à la société sous l'une ou l'autre de ces formes. La délivrance des actions jouées est révisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres nominatifs de la Société. Cette mention sera accompagnée du registre des actions jouées à la location aura été signifiée à la Société. Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées sur la base de critères fixés des comptes sociaux, en début et fin de contrat. Si la location est consentie à une personne morale, les actions jouées doivent en outre être évaluées à la fin de chaque exercice comptable. Le vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées déléguant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société.

Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions jouées, notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était titulaire des actions. Le Bailleur en étant considéré comme le seul propriétaire.

A compter de la délivrance des actions jouées au Locataire, la Société doit lui fournir toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Les actions jouées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

- En cas d'interdiction de la location d'actions, la location des actions est interdite.

## TITRE V - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ - COMMISSAIRES AUX COMPTES - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Si la société est représentée et dirigée par le seul président

### ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société est représentée à l'égard des tiers dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non, de la Société.  
Désignation  
 Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts par décision collective (ou par ses associés). En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des associés.

Il est nommé

Monsieur **BAU Jean-François**

Né le 29 août 1971 à Saint-Jean (87) de Nationalité Française

habitant 4 rue Théophile Renaudot - 75 015 PARIS

Il est élu pour une durée de trois ans. Le Président est nommé pour une durée de six ans.

En cas de décès, d'empêchement ou d'empêchement du Président, l'exercice des fonctions pendant une période de trois mois est assuré par le Président désigné par décision collective des associés pour une durée maximale de six mois.

### ARTICLE 14 - RÉVOCATION

La révocation ne peut être prononcée que pour motifs graves. La révocation du Président est prononcée par décision collective des associés à la majorité simple. Elle est prononcée par décision collective des associés à la majorité simple. La révocation intervient sans préjudice de l'existence d'un contrat de travail.

Les statuts peuvent prévoir des motifs graves justifiant la révocation.

Si la révocation est prononcée sans motif, elle est nulle.

La révocation est prononcée à tout moment sans préjudice de l'existence d'un contrat de travail. La révocation est prononcée par décision collective des associés à la majorité simple. Elle est prononcée par décision collective des associés à la majorité simple. La révocation intervient sans préjudice de l'existence d'un contrat de travail.

Par conséquent, la révocation est nulle. Le Président est élu pour une durée de six ans.

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

#### Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires. En l'occurrence, il n'est pas fixé de rémunération. Les frais de Présidence seront remboursés sur justificatifs.

A noter : Les statuts peuvent désigner comme représentant de la SAS, une ou plusieurs personnes autre que le président, portant le titre de directeur général ou directeur général délégué.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des domaines expressément réservés par les dispositions légales et les présents statuts à la collectivité des associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des actionnaires.

A noter : Il est possible de limiter les pouvoirs du Président en soumettant certaines décisions à l'approbation de la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

~~La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.~~

Si la Société n'est dirigée par un comité de direction

#### ARTICLE 20 – DIRECTEUR GENERAL

##### Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique afin de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

##### Durée des fonctions :

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

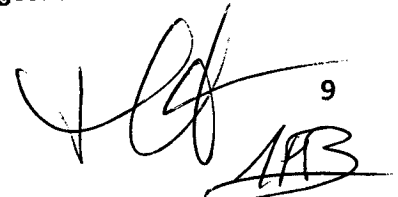
Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président par démission, empêchement ou décès, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

##### Révocation :

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;



9

- de l'union et de l'engagement de l'association pour l'ensemble de ses membres

- exécution du Président associé

- mise en œuvre de l'engagement administratif ou juridique des personnes morales

## Régulation

La régulation de l'association est assurée par le Président associé et le conseil d'administration. Les décisions sont prises à l'unanimité des membres du conseil d'administration.

A noter : le statut de l'association est régi par le décret n° 2013-1234 du 11 septembre 2013 relatif aux associations.

Le Président associé est élu par l'assemblée générale pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. Il est élu par l'assemblée générale pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président associé est élu pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

A noter : le Président associé est élu par l'assemblée générale pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Le Président associé est élu par l'assemblée générale pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

La Société est engagée même par les actes du Président associé qui ne relèvent pas de la compétence de la Société. Elle est engagée par les actes du Président associé qui ne relèvent pas de la compétence de la Société.

Si la Société n'est dirigée par un comité de direction

## ARTICLE 20 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

### Désignation

Le Président peut donner mandat à un ou plusieurs membres du conseil d'administration pour l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement être représentée par une personne physique.

Le Directeur Général peut bénéficier d'un contrat de travail avec la Société.

### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée par l'assemblée générale pour une durée maximale de cinq ans renouvelable une fois.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

### Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale. La révocation des fonctions de Directeur Général n'a pas d'effet rétroactif.

En outre, le Directeur Général est responsable de la gestion de la Société.

- l'association n'est pas responsable des actes du Directeur Général

- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique

#### Rémunération :

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général relèvent des conventions réglementées soumises à la procédure prévue à l'article 22 des statuts.

#### Pouvoirs :

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

#### ARTICLE 21 – COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Le Commissaires aux comptes n'est pas obligatoire  
Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants doivent être désignés par décision collective des actionnaires pour la durée, dans les conditions et aux fins d'accomplir les missions définies par la loi, notamment celle de contrôler les comptes de la Société.

A noter : Depuis le 1er janvier 2009, la désignation d'un Commissaire aux comptes n'est obligatoire que pour les SAS :- dépassant pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du Commissaire aux comptes, deux des trois seuils suivants :o Total du bilan : 1 000 000 €o Chiffre d'affaires HT : 2 000 000 €o Nombre moyen de salariés au cours d'un exercice : 20- ou contrôlant au sens de l'article L 233-16 – II et III du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés, ou étant contrôlées par une ou plusieurs sociétés. Dans les autres SAS, la désignation de Commissaires aux comptes est facultative. Toutefois, la désignation d'un Commissaire aux comptes peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

#### ARTICLE 22 – CONVENTIONS ENTRE LES DIRIGEANTS DE LA SOCIETE

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre, d'une part, la Société, et d'autre part, son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le délai d'un mois à compter de sa conclusion

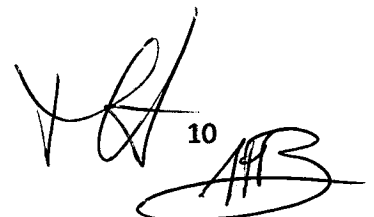
Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de cet exercice

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions courantes conclues à des conditions normales et qui, par leur objet ou leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas soumises à l'obligation de communication au président de la société.

#### ARTICLE 23 – COMITE D'ENTREPRISE

10



Si: moq tuas notonimom eb noisicab ai anab ehit tas lantés) nupicimul ub ( bñsténurnén eb  
liavsi eb n. moq nos so eñuab up noténurnén

[illegible]

cas de délégation spéciale et écarté du Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représentation sociale et légale de la Société et, seul en

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

[illegible]

Tout conventionnement international relatif au transport international de marchandises par voie maritime est régi par la Convention de Hambourg du 25 mars 1978, telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1968 et par le Protocole de 1979.

intéressés à en savoir plus ou à régler des problèmes, les points de contact ont été

ABTJCE 33 - COMITE - EVAFERISE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par les articles L 2323-62 à L 2323-67 du Code du travail (reprenant les dispositions de l'ancien article L. 432-6 du Code du travail) auprès du Président.

## **TITRE V : DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES**

### **ARTICLE 24 – DOMAINE RESERVE A LA COLLECTIVE DES ACTIONNAIRES**

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ; fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actifs ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président (ou : des membres du Comité de direction) ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.

En cas de limitation des pouvoirs des dirigeants

- autorisation des décisions du Président (ou : du Comité de direction) visées à l'article 19 (ou : 19 bis) des présents statuts.

### **ARTICLE 25 – REGLES DE MAJORITE**

~~Décisions prises à l'unanimité. Les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote - celles requérant l'unanimité en application de la loi.~~

A savoir :

- l'inaliénabilité des actions
- l'agrément des cessions d'actions
- la nullité des cessions d'actions- l'exclusion d'un actionnaire- la suspension des droits de vote- l'exclusion d'un actionnaire dont le contrôle est modifié.

et par exemple :

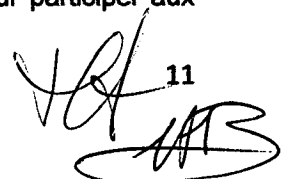
- la prorogation de la société
- la dissolution de la société
- la transformation de la société en une société d'une autre forme

Décisions prises à la majorité (simple ou des deux tiers des actionnaires par exemple)

Les décisions collectives des associés autres que celles énumérées ci-dessus sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

### **ARTICLE 26 – MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président (ou : du Comité de direction ou de tout associé). Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Eventuellement : Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électroniques répondant aux exigences de l'article R 225-97 du Code de commerce. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins. Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur. Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts. Pour participer aux

11  




décisions collectives, l'associé doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.?

A noter : Par application de l'article R 225-86 les statuts peuvent préciser qu'il sera justifié du droit de participer aux assemblées par l'inscription des titres en compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

#### **ARTICLE 27 : ASSEMBLEES**

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président ou du Comité de direction au siège social ou en tout autre lieu

Cependant, tout associé disposant de plus de 1 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée. En application des dispositions de l'article L 2323-67 du Code du travail, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite .15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée. Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un

autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel il se rattache.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 27 ci-après.

#### **ARTICLE 28 : PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Les procès-verbaux doivent être signés par le Président et les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés s exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial visé ci-dessus.

#### **ARTICLE 29 : INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés ... jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du "Président" et des rapports des Commissaires au comptes.





Les décisions collectives de l'association doivent être prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

A noter : Par application de l'article R 323-36 les statuts peuvent prévoir que les décisions collectives de l'association sont prises par l'assemblée générale ou par l'assemblée des associés.

## ARTICLE 21. - MODIFICATIONS

Les décisions collectives de l'association sont prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

Cependant, tout acte de l'association doit être pris en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

La convocation est établie par l'association et doit être envoyée aux associés au moins quinze jours avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un administrateur désigné par l'assemblée. Les décisions collectives sont prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

Les décisions collectives de l'association sont prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

Le Président de séance est élu par l'assemblée et doit être élu avant le début de la séance.

## ARTICLE 22. - PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives de l'association sont prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms des participants, le Président de séance, l'ordre du jour, les décisions prises, les motifs des décisions prises et les modalités de mise en œuvre des décisions prises.

En cas de décision collective, l'association doit être convoquée au moins quinze jours avant la date de la réunion.

## ARTICLE 23. - INFORMATION PRÉALABLE DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de convocation, l'association doit informer les associés de la date et du lieu de la réunion.

Lorsque les décisions collectives de l'association doivent être prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur, l'association doit être convoquée au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Les décisions collectives de l'association sont prises en vertu de la loi et de la réglementation en vigueur.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## **TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

### **ARTICLE 30 : EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.  
Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 2018.

### **ARTICLE 31 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

Le Président ou le Comité de direction établit les comptes annuels et les soumet, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice, à l'approbation de la collectivité des associés

### **ARTICLE 32 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :- 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte - toutes sommes à porter en réserve en application de la loi. Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

### **ARTICLE 33 : PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DES ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient

Aucune répartition de dividendes ne peut être opérée avant l'expiration de l'exercice. Les dividendes sont répartis sur la base du bénéfice net de l'exercice. Le montant de ces dividendes est fixé par le conseil d'administration de la Société. Les dividendes sont répartis sur la base du bénéfice net de l'exercice. Le montant de ces dividendes est fixé par le conseil d'administration de la Société.

**ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DES ACUMULES**

Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale. Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale.

La décision collective des actionnaires est prise par l'assemblée générale. Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale. Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale.

Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale. Les dividendes sont payés en espèces ou en numéraire, au porteur des actions, à la date fixée par la décision de l'assemblée générale.

**ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS**

Le conseil d'administration de la Société propose au conseil de surveillance un plan de répartition des bénéfices. Le conseil de surveillance approuve ce plan et le conseil d'administration le met en œuvre. Le conseil d'administration de la Société propose au conseil de surveillance un plan de répartition des bénéfices. Le conseil de surveillance approuve ce plan et le conseil d'administration le met en œuvre.

**ARTICLE 31 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social comprendra le temps écoulé à compter de la date de l'assemblée générale de la Société au 31 décembre 2013. L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social comprendra le temps écoulé à compter de la date de l'assemblée générale de la Société au 31 décembre 2013.

En attendant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir la communication des comptes annuels de la Société des comptes annuels de la Société.

connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **ARTICLE 34 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **TITRE VII TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

##### **ARTICLE 35 : TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La société peut se transformer en société d'une autre forme

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

#### **TITRE VIII DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ**

##### **ARTICLE 36 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ**

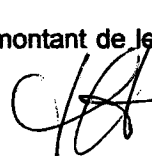
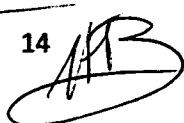
La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

 14 

[illegible]

Les dividendes non versés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont versés

ARTICLE 14 CAPITAL ET PROPRIETAIRES A LA MOTITE DU CAPITAL SOCIAL

Le rôle de la banque dans le développement économique est un sujet d'actualité. La banque joue un rôle crucial dans le financement des entreprises et des projets d'investissement. Elle agit comme un intermédiaire financier entre les épargnants et les emprunteurs. La banque facilite également la circulation de l'argent et contribue à la stabilité financière du pays. Elle est donc un pilier essentiel de l'économie moderne.

[illegible]

Dans tous les cas, la décision de voter ou de s'associer doit être prise dans les conditions légales et

[illegible]

IN RE: TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

## ARTICLE 35. TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

smo' s'us enu'o eteioe ne remota'at se juei eteioe a'j

1000

compte tenu de la situation des finances de l'Etat, les dépenses de l'Etat ne sont pas exiguës.

Les travaux de la société ont été effectués en vertu d'un mandat de la Commission de la culture et des affaires indiennes, qui a été renouvelé à plusieurs reprises. Les travaux de la société ont été effectués en vertu d'un mandat de la Commission de la culture et des affaires indiennes, qui a été renouvelé à plusieurs reprises.

La responsabilité en matière de sécurité est partagée entre les différents acteurs de la chaîne de production et de distribution. Les entreprises doivent donc être encouragées à adopter des mesures de sécurité efficaces et à coopérer avec les autorités de régulation.

5. Eintragung des Namens in das Vereinsregister

LETTRE DE DISSOLUTION LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

AL JOLIE 38 - LISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La 7.ª parte de la presente tiene que ver con las prácticas de disolución de las sociedades por acciones, por lo que se debe tener presente que:

La dévotion individuelle de l'associé n'est pas un élément d'appréciation.

[illegible]

La loi de liquidation est émise entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

modos

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## **TITRE IX : CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 37 – CONTESTATIONS DE CLAUSE DE DROIT COMMUN**

Toutes les contestations concernant les affaires sociales qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Clause compromissoire. Les contestations relatives aux affaires sociales, qui peuvent élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, et notifiera cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés sont chargés de choisir un troisième arbitre.

A défaut d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

---

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

Les frais d'arbitrage sont partagés entre les parties.

## **TITRE X : CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

Si les dirigeants sont nommés dans les statuts

### **ARTICLE 38 – NOMINATION DES DIRIGEANTS ET NOMINATION DU PRESIDENT**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée de 99 ans est :

Monsieur BEAU Jean-François

Né le 29 août 1972 à Saint-Junien, de nationalité Française – demeurant 4, rue Théophraste RENAUDOT – 75015 PARIS

Monsieur BEAU Jean-François déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice et occupe ainsi la gérance.

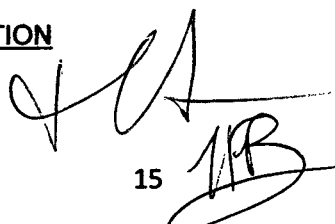
### **ARTICLE 39 : NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Il n'est pas nécessaire de nommer un commissaire aux comptes suivant les nouvelles dispositions fiscales.

### **ARTICLE 40- FORMALITES DE PUBLICITE IMMATRICULATION**

Les formalités de publicité étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **ARTICLE 41 : ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

  
15

Si toutes les actions sont réunies en un seul main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-2 du Code civil.

## TITRE IX - CONTENTATIONS

### ARTICLE 37 - CONTENTATIONS ET CLAUSE DE DROIT COMMUN

Toutes les contentations concernant les affaires sociales qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents, dans les conditions du droit commun.

Clause compromissoire. Les contentations relatives aux affaires sociales qui peuvent être soulevées pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, et notifiera cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés sont chargés de choisir un troisième arbitre.

A défaut d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

Les frais d'arbitrage sont partagés entre les parties.

## TITRE X - CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Si les dirigeants sont nommés dans les statuts

### ARTICLE 38 - NOMINATION DES DIRIGEANTS ET NOMINATION DU PRÉSIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée de 20 ans est

Monsieur BEAU Jean-François

Né le 29 août 1972 à Saint-Juin, de nationalité Française -- demeurant 4 rue L'Épiphane RENAUDOT - 75016 PARIS

Monsieur BEAU Jean-François déclare accepter sans réserve les fonctions et statuts de la Société et toutes les conditions relatives par la loi et les règlements pour leur exercice et occuper ainsi les fonctions.

### ARTICLE 39 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il n'est pas nécessaire de nommer un commissaire aux comptes suivant les nouvelles dispositions

### ARTICLE 40 - FORMALITES DE PUBLICITE IMMATRICULATION

Les formalités de publicité étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales parus dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au gérant et au président des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

### ARTICLE 41 - ACTES ACOMPLIR POUR LE COMPLET DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

Si les soussignés donnent mandat pour prendre des engagements pour le compte de la Société

**ARTICLE 42 : MANDANT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ**

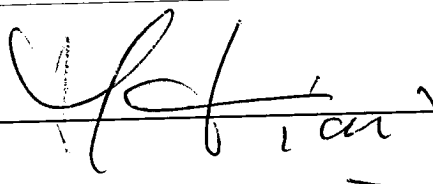
Les soussignés donnent mandat au porteur de ces statuts afin de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales

Fait à PARIS, le 2 septembre 2018

Jean-François BEAU

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large 'J' and 'B' intertwined, followed by a horizontal line.

Michel VIGIER

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Vigier', written over a horizontal line.A small, stylized handwritten mark or signature in black ink, located at the bottom right of the page.



Un état des actifs et des passifs pour le compte de la Société en fonction avec l'Etat ou par l'un des  
d'aux de l'engagement, qui est révisé par la Société, a été présentée et a été présentée par la  
signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

Si les souscripteurs ont pour la Société des engagements pour le compte de la Société.

#### ARTICLE 42 - MANDAT DE RENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ

Les souscripteurs ont pour la Société des engagements pour le compte de la Société en fonction avec l'Etat ou par l'un des  
d'aux de l'engagement, qui est révisé par la Société, a été présentée et a été présentée par la  
signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

Fait à PARIS, le 2 septembre 2018

Michèle VIGIER

Jean-François BEAU

## ATTESTATION DE DÉPOT

Pour constitution de capital social

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Ouest,  
représentée par BUREAU BASTIEN dûment habilité à l'effet de la présente,

- certifie avoir reçu en dépôt la somme de 500,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les  
souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation au capital de 500 euros :

S.A.S. SAS 1 2 3 MATH  
22 RUE DES GRILLAS  
CHEZ MME THOMAS MARYSE  
87310 COGNAC LA FORET

sur un compte bloqué dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°28121839220, jusqu'à  
la date d'immatriculation de la société.

Liste des souscripteurs et mention des sommes versées par chacun d'eux :

M. BEAU JEAN FRANCOIS , né(e) le 29/08/1972 à SAINT-JUNIEN  
Montant souscrit : 300,00 euros déposés le 10/11/2018

M. VIGIER MICHEL , né(e) le 09/05/1948 à ST-PRIVAT-DU-DRAGON  
Montant souscrit : 200,00 euros déposés le 06/11/2018

- et certifie avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque  
souscripteur sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

La Caisse Régionale, dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à  
l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

### Protection des Données - Secret professionnel

#### Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent  
contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la  
Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données  
personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de  
traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un  
pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection  
des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.ca-centreouest.fr/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-des-caisses.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le  
fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres,  
notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la  
conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication,  
notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au  
quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ;  
la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et  
de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment.  
Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres  
personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures  
décisions.

page 1/3

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Ouest société coopérative à capital variable agréée en qualité d'établissement de crédit

Siège social 29, Boulevard de Vanteaux

87044 Limoges Cedex 1 - 391007457 RCS Limoges - code APE 6419 Z

Société de courtage d'assurances, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° 07 022 854

Téléphone 05.55.05.75.50 - Télécopie 05.55.05.72.02

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement est pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Accompagnement Réclamations 68 Avenue Pierre de Coubertin 36014 CHATEAUROUX CEDEX ou contact : [www.ca-centreouest.fr/reclamations.html](http://www.ca-centreouest.fr/reclamations.html)** Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part. Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest - DPO - 29 Boulevard De Vanteaux - 87044 Limoges Cedex 1 ;**  
**[DPO@ca-centreouest.fr](mailto:DPO@ca-centreouest.fr)**

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

### **Secret professionnel**

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Ouest** société coopérative à capital variable agréée en qualité d'établissement de crédit

Siège social 29, Boulevard de Vanteaux

87044 Limoges Cedex 1 - 391007457 RCS Limoges - code APE 6419 Z

Société de courtage d'assurances, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° 07 022 854

Téléphone 05.55.05.75.50 - Télécopie 05.55.05.72.02

- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

Fait le 15/11/2018 en 2 exemplaires à ST JUNIEN

Signature du représentant de la Caisse Régionale  
BUREAU BASTIEN

